



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Confection et livraison de repas à domicile**

---

**CIAS du Blaisois**  
4, rue des cordeliers  
41 000 BLOIS  
Téléphone : 02-54-57-41-20

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES .....	3
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES .....	3
ARTICLE 3 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION .....	6
ARTICLE 4 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES .....	7
ARTICLE 5 - GARANTIE FINANCIERES .....	7
ARTICLE 6 - AVANCE.....	7
ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	8
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	9
ARTICLE 9 - GARANTIE DES PRESTATIONS .....	10
ARTICLE 10 - PENALITES.....	10
ARTICLE 11 - ASSURANCES .....	12
ARTICLE 12 - RESILIATION DU CONTRAT .....	12
ARTICLE 13 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES .....	12
ARTICLE 14 - DEROGATION(S) AU CCAG .....	13

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 - Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la confection et la livraison de repas pour les bénéficiaires de repas à domicile.

Adresses de livraison : Territoire d'Agglopolys

### **1.2 - Partie(s) contractante(s)**

Le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Blaisois (CIAS)

Représenté par son Président en exercice ou son représentant dûment habilité, d'une part,

et le co-contractant, tel qu'il est défini à l'article 2 de l'acte d'engagement, d'autre part.

### **1.3 - Tranches et lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, ni lots.

## **ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché rédigées en français, sont les suivantes par ordre de priorité :

### **A - PIECES PARTICULIERES**

- Acte d'engagement (A.E.),
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et son annexe n° 1,
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.),
- Le détail quantitatif estimatif (D.Q.E.),
- Le tableau gamme de produits,
- Le tableau plan de progrès,
- Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

Le CCAP et le CCTP, dont les exemplaires sont conservés dans les archives de l'Administration, font seuls foi.

### **B - PIECES GENERALES**

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, ce mois est celui qui précède celui de la remise des offres. Ces documents sont réputés connus de l'entreprise bien que n'étant pas joints au dossier :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de fournitures courantes et services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).

## **2.1 - à caractère social**

Le CIAS du Blaisois, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire.

**NOMBRE D'HEURE D'INSERTION A REALISER : minimum 400 maximum 1200 par an**

L'entreprise devra réaliser une action d'insertion qui permettra l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les articles 2.1.1 et suivants du CCAP précisent quels sont les publics éligibles au dispositif, les différentes modalités de mise en œuvre et de contrôle de son exécution.

Le CIAS du Blaisois a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion. Ce dispositif est identifié à l'article 2.1.3 du CCAP.

**ATTENTION :**

**LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISES A FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RESERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.**

**UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS A CETTE CONDITION D'EXECUTION SERA DECLAREE NON CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.**

### **2.1.1 Le public éligible**

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- Les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du Travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi
- Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité,
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi et inscrit à la Mission Locale,
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième Chance (E2C),
- En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle emploi, des Maisons de l'Emploi, des Maisons Départementales de la Solidarité, des Plans Locaux pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi auprès de la Maison de l'Emploi du Blaisois.

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETT, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio professionnel.

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée, en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché, reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de vingt-quatre mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), les heures de formation sont comptabilisées dans le décompte des heures d'insertion.

### **2.1.2 Modalités de mise en œuvre**

Trois solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- la mise à disposition de salariés,
- l'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée CDD) par l'entreprise titulaire du marché,

- le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI) ou une Entreprise Adaptée (EA)

Dans le cas de la mise à disposition, l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une Association Intermédiaire (AI),
- d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ou d'une entreprise de travail temporaire (dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail),
- d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).

### **2.1.3 Le dispositif d'accompagnement**

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

Madame Cécile DECAIX  
Direction insertion, emploi et habitat  
Conseil départemental de Loir-et-Cher  
Cité administrative  
34 avenue Maunoury  
41000 Blois  
02 54 58 42 17 ou 06 08 42 00 19  
clauses@departement41.fr

Consultation « Confection et livraison de repas à domicile »

En cas de difficultés économiques rencontrées par l'entreprise en cours d'exécution du marché (chômage partiel, licenciement économique), la clause sociale d'insertion pourra être aménagée. L'entreprise devra néanmoins respecter les conditions suivantes :

#### **Chômage partiel**

Le titulaire - ou son sous-traitant s'il est concerné par l'application de la clause d'insertion doit informer le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais de la survenance d'une mesure de chômage partiel au sein de son établissement. Il fournit à cette fin une copie de la " décision d'attribution d'une d'allocation spécifique " délivrée par la DIRECCTE qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la " convention de chômage partiel ". Puis il fournit mensuellement le bordereau joint à la DIRECCTE mentionnant au minimum les fonctions concernées ainsi que le volume d'heures chômées.

Au vu de ces 2 pièces justificatives, le pouvoir adjudicateur notifie mensuellement par ordre de service la suspension de l'application de la clause d'insertion, la période d'application de cette suspension, ses conséquences sur le volume d'heures contractuelles dédiées à l'insertion ainsi que le nouveau volume contractuel restant dû au titre du marché. La transmission du bordereau précité est donc impérative à la reconduction de la suspension.

La suspension de l'application de la clause ne peut être accordée que si la durée de la mesure de chômage partiel correspond à une phase d'exécution active du marché pour le titulaire et si les fonctions concernées par cette mesure correspondent à celles visées par la clause d'insertion (poste de travail peu ou pas qualifié). De plus, la suspension ne peut être accordée si le titulaire recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas touché par une mesure de chômage partiel.

La suspension entraîne la réduction du volume d'heures contractuelles dédiées à l'insertion prorata temporis. Le volume d'heures contractuel est d'abord ramené à un volume moyen journalier au vu de la durée du marché du titulaire. Ce volume moyen journalier est ensuite multiplié par le nombre de jours ouvrés validés au titre du chômage partiel dans les conditions précitées. Ce produit est alors déduit du volume global.

#### **Licenciement économique**

Le titulaire ou son sous-traitant s'il est concerné par l'application de la clause d'insertion doit informer le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais de la survenance d'une mesure de licenciement économique au sein de son établissement. Il fournit à cette fin une copie de l'information transmise à la DIRECCTE et/ou copie de la lettre recommandée éventuellement anonymisée mais laissant apparaître les fonctions exercées de convocation à l'entretien préalable du/des salarié(s) concerné(s).

De plus, le titulaire fournit une copie de la lettre recommandée - éventuellement anonymisée mais laissant apparaître les fonctions exercées - notifiant le licenciement économique et sa prise d'effet.

Au vu de ces 2 pièces justificatives le pouvoir adjudicateur notifie par ordre de service la suspension de l'application de la clause d'insertion, la période d'application de cette suspension, ses conséquences sur le volume d'heures contractuelles dédiées à l'insertion ainsi que le nouveau volume contractuel restant dû au titre du marché.

La suspension de l'application de la clause ne peut être accordée que s'il s'agit d'un licenciement économique, intervenu moins d'un an (délai applicable à la priorité de réembauchage) avant une phase d'exécution active du marché pour le titulaire et si les fonctions concernées par cette mesure correspondent à celles visées par la clause d'insertion (poste de travail peu ou pas qualifié). De plus, la suspension ne peut être accordée si le titulaire recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas touché par une mesure de licenciement économique.

La suspension entraîne la réduction du volume d'heures contractuelles dédiées à l'insertion prorata temporis. Le volume d'heures contractuel est d'abord ramené à un volume moyen mensuel au vu de la durée d'exécution des prestations du titulaire. Ce volume moyen mensuel est ensuite multiplié par le nombre de mois validé au titre du délai de priorité de réembauchage dans les conditions précitées. Ce produit est déduit du volume global.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire effectuer tout contrôle, notamment par les administrations compétentes, quant au respect par l'entreprise de ses obligations pendant une période de chômage partiel ou de licenciement économique et notamment l'absence de recours à une main d'œuvre extérieure.

#### **2.1.4 Difficultés d'exécution**

Le titulaire du marché doit, sous 8 jours calendaires à compter de la survenance des faits, informer le pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec AR des difficultés rencontrées pour exécuter son engagement d'insertion ou dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement pour quelque raison que ce soit.

Dans ce cas, seront étudiées avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs. A défaut du respect de ce délai et dans le cas d'une information tardive, le titulaire demeurera soumis au respect de la condition d'exécution pour la période considérée déduction faite des 8 jours précités.

Si les bénéficiaires affectés auprès du titulaire du marché ne donnent pas satisfaction, le titulaire du marché pourra demander leur remplacement auprès de l'opérateur d'insertion qui les aura désignés et/ou changer d'opérateur d'insertion. Il reste que le titulaire demeure lié par son engagement de volume horaire et les objectifs qualitatifs fixés au marché.

#### **2.1.5 Pénalités pour non respect de l'engagement d'insertion**

Ces pénalités sont décrites à l'article 10.3 du présent CCAP.

### **ARTICLE 3 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION**

#### **3.1 - Durée du contrat**

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an.

Le marché est conclu à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

#### **3.2 - Durée globale prévisionnelle des prestations**

La durée globale prévisionnelle d'exécution des prestations, est de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2026.

#### **3.3 - Reconduction**

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3.

La durée de chaque période de reconduction est de 1 an.

**La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.**

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## **ARTICLE 4 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **4.1 - Mois d'établissement des prix (Mois zéro)**

Le mois zéro - M0 - est le mois de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire (offre finale en cas de négociation).

### **4.2 - Choix de l'index de référence**

Les indices de référence sont :

- l'indice des prix à la consommation-Base 2015-Ensemble des ménages-France métropolitaine-Nomenclature Coicop 01.1-Produits alimentaires Identifiant 001763868,
- l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé-Salaires et charges-Tous salariés- Hébergement restauration-Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565191,
- l'indice Comité national routier (CNR) du gazole professionnel-Base 100 en décembre 2019

### **4.3 - Modalités de variation des prix**

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

**Le prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début des prestations.**

**Le montant du marché sera actualisé annuellement, à chaque date anniversaire du marché, selon la formule suivante :**

$$P = Po (0,125 + 0,4 (A/Ao) + 0,3 (S/So) + 0,175 (G/Go))$$

P est le nouveau prix

Po est le prix lors de la dernière révision

A est l'indice actualisé des prix à la consommation (mensuel, ensemble des ménages, métropole, base 2015) - Produits alimentaires - Identifiant 001763868

Ao est la valeur du même indice lors de la dernière révision des prix

S est l'indice actualisé des salaires, revenus et charges sociales-Coût du travail-Indices du coût horaire du travail révisé-Tous salariés-Indices mensuels-Salaires et charges-Hébergement et restauration-Identifiant 001565191

So est la valeur du même indice lors de la dernière révision des prix

G est l'indice actualisé des du gazole professionnel- Base 100 en décembre 2019

Go est la valeur du même indice lors de la dernière révision des prix

#### **Obligations à la charge du titulaire du marché :**

En cas de reconduction du marché, le titulaire adresse au service gestionnaire désigné ci-après :

- Le calcul du coefficient de révision des prix établi sur la fiche de calcul, transmise parmi les pièces du dossier de consultation ;
- L'extrait du site de l'INSEE, faisant apparaître la valeur des index utilisés.

Service gestionnaire destinataire : CIAS du Blaisois - 4 rue des Cordeliers - BP 79 - 41004 Blois Cedex

## **ARTICLE 5 - GARANTIE FINANCIERES**

Sans objet.

## **ARTICLE 6 - AVANCE**

Sans objet

## **ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.  
Le présent marché fixe la règle des comptes par acompte mensuel.

### **7.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisés en indiquant le numéro du prix, les horaires de réalisation des prestations ainsi que la durée totale pour chaque prestation ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

En outre, la facture devra préciser les éléments suivants :

- la référence du marché,
- le nom, l'adresse du bâtiment (si besoin),
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations,
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- les numéros des prix des BPU
- le numéro de bon de commande.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

NOTA : Une facture devra être réalisée pour chacun des sites concernés et pour chaque budget y compris budget annexes.

### **7.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.



## **7.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **7.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

# **ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

## **8.1 - Vérifications**

Le responsable désigné par le CIAS ou tout agent mandaté par elle s'assurera que les quantités et les qualités des denrées et des produits livrés répondent aux normes et aux engagements souscrits par le titulaire.

Le titulaire établit chaque jour un état indiquant le nombre de repas et, plus généralement, de toutes prestations livrées pour chaque catégorie de convives, dans chaque lieu de livraison.

Le CIAS vérifiera la conformité des repas livrés aux menus, leur date limite de consommation et la conformité aux programmes exigés.

Il pourra notamment vérifier la conformité des éléments suivants :

- Conditions de chargement, propreté du véhicule : Refus des marchandises après deux remarques écrites
- Température des produits : Refus immédiat des marchandises dont la température à cœur est supérieure aux normes en vigueur
- Étiquetage et date limite de consommation : Refus immédiat si l'étiquetage n'est pas conforme
- Conditionnement et emballage : Refus immédiat des marchandises

Si, à l'issue de ces contrôles, il apparaît que les prestations fournies ne sont pas conformes aux prescriptions, il sera opéré des réfections dans les conditions définies au CCAG.

Au cas où une prestation serait reconnue inconsommable, elle serait refusée et son changement se ferait aux frais du titulaire.

Tout emballage troué ou déchiré sera retourné au fournisseur à charge de son remplacement.

Les produits livrés doivent être transportés sans interruption à une température comprise entre + 1° et + 3° C, pour les viandes et + 6 °C pour les produits laitiers.

Si les conditions définies par la réglementation ne sont pas respectées, la marchandise ne sera pas acceptée et le titulaire devra proposer une nouvelle livraison avant 9 H 30 le jour de consommation du repas concerné.

Le CIAS se réserve le droit de demander au titulaire les photocopies des bandes de contrôle des températures de la chambre froide de stockage des plats cuisinés du prestataire.

## **8.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

## **8.3 - Traitement des données à caractère personnel**

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'administration commanditaire et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

L'annexe n°1 au présent CCAP définit les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel concernées par la présente consultation.

## ARTICLE 9 - GARANTIE DES PRESTATIONS

Aucune garantie n'est prévue.

## ARTICLE 10 - PENALITES

Le CIAS appliquera les pénalités suivantes en cas de manquement du titulaire à ses obligations dans le cadre des prestations concernées, dans les conditions suivantes :

Phase amiable	Phase formalisée	Phase de mise en œuvre des pénalités
Réunion de concertation	Courrier recommandé avec accusé de réception de mise en demeure d'apporter les mesures correctives sollicitées	Après deux courriers de mise en demeure restés sans réponse satisfaisante du prestataire sur le rétablissement de la prestation, application des pénalités prévues au CCAP

### 10.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 300,00 € pour l'ensemble du marché subséquent, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

### 10.2 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 100,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 10.3 - Autres pénalités

#### - Pénalité pour non livraison

En cas d'omission dans une livraison journalière, le ou les repas omis ne seront pas facturés, mais ils feront également l'objet d'une indemnisation d'un montant de 15 € par repas.

#### - Pénalité pour fournitures non conformes

Si, à l'occasion d'analyses bactériologiques, il s'avérait que les produits livrés sont non conformes à la législation en vigueur au moment de leur élaboration, il sera appliqué une pénalité égale à 100% de la valeur du repas livré. Cette pénalité s'appliquera pour chaque repas livré le jour du contrôle.

En cas de fourniture de viande de bœuf non conforme aux spécificités du CCTP, la pénalité sera triplée.

#### - Pénalité pour retard dans la livraison

S'il s'avérait que les livraisons n'étaient pas assurées au plus tard à l'heure fixée pour une date donnée, il serait appliqué une pénalité de 15 € par repas.

#### - Pénalité pour installations non conformes

Si, à l'occasion d'un contrôle des installations de fabrication ou de livraison, il s'avérait que celles-ci sont non conformes à la législation en vigueur, sans que toutefois les produits livrés ne soient affectés par une conséquence quelconque, il sera appliqué une pénalité de 10 % du montant des prestations journalières (correspondant à la valeur d'un repas tel que figurée à l'acte d'engagement) jusqu'au constat de la remise en conformité des dites installations.

**- Pénalité pour non respect du cahier des charges**

Pénalités pour non respect des dispositions prévues au CCTP dans le cadre des propositions de menus ou pour l'absence de fourniture des analyses bactériologiques : 500 € par infraction constatée.

**- Pénalité pour modification de menus**

Si la modification a lieu J-10 avant la livraison, le titulaire imprime un rectificatif pour le menu concerné  
Si la modification a lieu J-5 avant la livraison, une réfaction de 1 € sur le prix du repas sera appliquée au nombre de repas commandés.

Si la modification a lieu J-48 h avant la livraison, une réfaction de 2 € sur le prix du repas sera appliquée au nombre de repas commandés

Si la modification de menu entraîne la non consommation d'un repas déjà livré, ce repas ne sera pas facturé.

**- Pénalité pour non transmission de documents**

Non transmission des certificats de provenance ou autres documents tels que factures d'achat destinés à connaître la provenance des produits servis : 30 € par jour de retard

**- Pénalité pour non respect des grammages**

Pénalité de 5 € par défaut constaté et par portion

**- Pénalité pour livraison à température non conforme**

Pénalité de 500 € par effraction constatée

**- Pénalité pour tromperie sur les labels ou les certificats**

Utilisation frauduleuse de labels ou de certificats, repas dans lesquels auront été incorporés des produits ne correspondant pas aux labels ou aux certificats présentés : 1000 € par infraction constatée

**- Pénalité pour non production des documents de contrôle**

Pénalité de 100 € par document manquant

**- Pénalité pour produits non conformes**

Pénalité pour produits non conformes ou ne correspondant pas à la description du cahier des charges ou des fiches techniques : 100 € par incident constaté

**- Pénalité pour absence des interlocuteurs du prestataire**

Pénalité pour absence lors de la réunion d'élaboration des menus ou de réunions techniques : 150 € par réunion au cours de laquelle l'absence du prestataire a été constatée

**- Pénalité pour non respect des délais de transmission des comptes-rendus d'activité mensuels et annuels**

Pénalité de 200 € par jour de retard

**- Pénalité pour non respect des fréquences contractuelles de viandes, des légumes et des fruits de saison**

Pénalité de 300 € par infraction constatée lors du processus de validation des menus.

**- Pénalité pour non respect des règles d'entretien et d'hygiène**

Pénalité de 500 € par infraction constatée

**- Pénalité pour non respect des spécifications qualitatives et des engagements contractuels**

Pénalité de 500 € par infraction constatée

**- Pénalité en cas de non respect des obligations relatives à l'insertion imputables au titulaire**

Celui-ci subira une pénalité égale à 30 € par heure d'insertion non réalisée.

**- Pénalité en cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action**

Le titulaire subira une pénalité égale à 100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

**-Pénalité en cas d'insuffisance d'entretien des matériels mis à disposition et de la cuisine**  
Sur simple constatation 500 €

**-Pénalité pour non respect des procédures de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel**  
Sur simple constatation 500 €

## **ARTICLE 11 - ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **ARTICLE 12 - RESILIATION DU CONTRAT**

Les clauses de résiliation du présent marché sont conformes à l'article 38 et suivants du CCAG FCS.

En cas de résiliation de l'accord cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.  
Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **12.1 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 13 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES**

Le tribunal territorialement compétent est :  
Tribunal Administratif d'Orléans  
28 rue de la Bretonnerie  
45057 ORLEANS CEDEX 1

## ARTICLE 14 - DEROGATION(S) AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées:

ARTICLES DU CCAG	ARTICLES DU CCAP
Art 4.1	Art 2
Art 14	Art 10



## **CLAUSES CNIL** **PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

Le CIAS du Blaisois, situé à Blois et représenté par Monsieur Christophe DEGRUELLE, Président

(ci-après, « **le responsable de traitement** »)

d'une part,

ET

.....  
situé à .....  
et représenté par .....  
(ci-après, « **le sous-traitant** »)

d'autre part,

### **I. Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

### **II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance**

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

Enregistrement des bénéficiaires des Repas à Domicile

Enregistrement des commandes des bénéficiaires des Repas à Domicile

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Livraison des commandes sollicitées aux usagers des repas à domicile

Les données à caractère personnel traitées sont :

Nom, prénom, date de naissance du/des bénéficiaire(s)

Situation familiale du/des bénéficiaire(s)

Adresse, coordonnées téléphoniques, codes des boîtes à clés du domicile, emplacement des clés à domicile

Contact du/des bénéficiaire(s) : nom, lien et coordonnées téléphoniques

Régime alimentaire éventuellement choisi par le/les bénéficiaire(s)

Les catégories de personnes concernées sont :

Les bénéficiaires du service de portage de repas à domicile organisé par le CIAS du Blaisois.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes (**dont les durées de conservation des données**) :

Nom, prénom, date de naissance des bénéficiaires  
Adresse et code des boîtes à clés du domicile  
Régime éventuel choisi par le bénéficiaire

Ces données sont à la disposition du sous-traitant pendant la durée du marché concerné.

### **III. Durée du contrat**

Le présent contrat entre en vigueur à compter du 1er septembre 2026 pour une durée de 12 mois, reconductible tacitement 3 fois par période de 1 an.

### **IV. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement**

**Le sous-traitant s'engage à :**

**1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance**

**2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat.** Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

**3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat**

**4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :**

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

**5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut**

**6. Sous-traitance : autorisation générale**

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minium de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

## **7. Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

## **8. Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à [dpo@agglopolys.fr](mailto:dpo@agglopolys.fr).

## **9. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 12 heures après en avoir pris connaissance et par mail à l'adresse mentionnée à l'article 8. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

**La notification contient au moins :**

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;



- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

#### 10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### 11. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Chaque traitement doit faire l'objet d'un ensemble de mesures de sécurité adaptées aux particularités du traitement et aux risques qu'il présente pour les droits et libertés des personnes (article 32 RGPD).

	CATEGORIES DE MESURES	DESCRIPTION CONCRETE
<input type="checkbox"/>	Mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement	
<input type="checkbox"/>	Mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique	
<input type="checkbox"/>	Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement	
<input type="checkbox"/>	Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur	
<input type="checkbox"/>	Mesures de protection des données pendant la transmission	
<input type="checkbox"/>	Mesures de protection des données pendant le stockage	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées	

<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir l'enregistrement des événements	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut	
<input type="checkbox"/>	Mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique	
<input type="checkbox"/>	Mesures de certification/assurance des procédés et produits	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir la minimisation des données	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir la qualité des données	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir une conservation limitée des données	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir la responsabilité	
<input type="checkbox"/>	Mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement	

## 12. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

## 13. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données :

O Pas de DPO

O DPO

NOM/Prénom .....

Mail .....

Téléphone .....

#### 14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - ✓ La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
  - ✓ Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - ✓ Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - ✓ Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### 15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### V. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous- traitant

Responsable de Traitement	Sous-traitant
Nom/prénom du signataire .....	Nom/prénom du signataire .....
Fonction .....	Fonction .....
Fait à ..... Le.....	Fait à ..... Le.....